

Formation RP

18/10/2011

La crise de la dette, phase actuelle de l'onde longue de 1945

Film 30 glorieuses et néolib

1. Les ondes longues, dynamique de temps long du capitalisme (10 min)

une évolution à long terme du taux de profit (et volume du commerce mondial)

Plusieurs grandes phases dont

Début 1893 croissance 1914/1917 essoufflement 1929-1940 :

période impérialiste classique, colonisation/partage du monde (Af, M-O, Asie Est, Chine), constitution d'empires coloniaux, forte croissance dans exportation de capitaux vers pays dominés, baisse du prix des matières premières. Hausse du taux moyen de profit.

Début 1940 ou 48 croissance 1968/1973 puis situation contradictoire jusqu'en 2007 :

Facteur de redémarrage :

immense destruction de capital

réorganisation internationale avec les USA (et l'URSS) au centre, UK et All en déclin.

défaites historiques de classe ouvrière (fafisme, WW2 et guerre froide/Maccarthysme aux USA) ont permis à la classe capitaliste de multiplier le taux d'exploitation entre 2 et 4.

Baisse relative du prix des matières premières (accès au pétrole du M-O pour E-U), Nouvelle stabilité permet un essor du commerce et du crédit : multinationales, marché international de la monnaie (centré sur le dollar)...

Dans une planète restructurée, la K occidentale trouve la place de se développer avec reproduction élargie. Des besoins immenses sont évidents, les moyens sont garantis par des états très dirigistes (Plan Marshall, bons de rationnement, etc).

Technique centrale de la phase positive de cette onde longue : électronique, automatisation, puis énergie nucléaire.

Branches principales : immobilier, automobile puis conso de masse. Leur rôle central réapparaîtra en 2008.

Management tayloriste

Les profits sont réinvestis, les gains de prod permettent même d'augmenter les salaires tout en augmentant la plus-value relative. D'où de nouveaux débouchés...

Cette dynamique économique n'est pas déconnectée de la politique et des luttes idéologiques. Une certaine confiance dans l'avenir et dans la science comme progrès accompagne la phase positive de l'onde longue. Et ce malgré les proximités des traumatismes d'Hiroshima ou de l'industrialisation de l'extermination des juifs. Cet état d'esprit optimiste va se retourner rapidement.

2. 1968/1973 retournement de l'onde

a. Essoufflement : chute du taux de profit

Essoufflement de la dynamique avec la chute du taux de profit.

Très gros effet mécanique : en accumulant les profits sous forme d'investissement, le capital augmente. En plus, ces investissements tendent à remplacer la main d'œuvre. Mais ils ne produisent pas de plus-value. Donc le taux de profit diminue.

Au bout d'un moment, les gains de productivité ne suffisent plus à compenser.

Plus facteurs conjoncturels : le capitalisme conquiert la planète... et crée de nouveaux concurrents (All, Japon, puis Asie du Sud-Est, puis BRICS)

Les investissements deviennent moins intéressants : c'est ce qui explique le choc pétrolier (manque d'investissement dans l'exploration et l'exploitation pétrolière)

Pour illustrer, on peut prendre le secteur automobile, cœur des trente glorieuses (US et Europe de l'Ouest). Depuis les années 70, l'investissement est tel que le taux de profit baisse, surtout que des constructeurs allemands et japonais arrivent. Mais difficile de baisser les salaires (syndicats et URSS). Stagnation de 73 aux années 90

b. Crises

Les crises pour le capitalisme présentent deux aspects simultanés

- Elles surviennent quand éclatent les contradictions inhérentes au capitalisme
 - Elles constituent en même temps dans leurs manifestations (faillites, chômage, chute de la croissance) les mécanismes que le capitalisme met en œuvre pour surmonter ces contradictions.
- La crise va donc se déclencher quand on assiste à une chute des profits. Elle s'accompagne d'un phénomène de suraccumulation du capital : le capital accumulé est trop important pour que les capitalistes puissent le mettre en valeur à un taux de profit suffisant.
 - Elle se manifeste par une surproduction : il y a trop de marchandises produites par rapport aux consommateurs solvables (et pas aux besoins). Ça commence toujours par le secteur central dans la contradiction, et en donne la mesure (internet en 2001, immobiliser/auto aujourd'hui).
 - Vu du point de vue du vendeur, c'est une crise de débouchés (de réalisation de la plus-value) : d'où la tentation du crédit pour régler le pb.

3. 1979 Thatcher, Reagan et le néolibéralisme : réaction de la bourgeoisie

Réorganisation politique de la bourgeoisie (G6 puis G7 dès le début des 70's), qui utilise tous les moyens pour restaurer les taux de profit. Mondialisation et financiarisation pour améliorer leur rapport de force. Les attaques contre la classe ouvrière (contrôleurs aériens, mineurs) font augmenter le taux d'exploitation.

- Accroître l'exploitation pour faire plus de profits de chaque euro dépensé (intensification, attaques contre le droit du travail et les syndicats, pression du chômage...). Ex Volkswagen
- Confiscation des gains de productivité et développement inégal des niveaux de vie (tee-shirt chinois) [=augmentation relative de la plus-value]. En France, c'est la fin de l'indexation des salaires sur l'inflation. C'est plus généralement la mondialisation.
- Baisser le salaire socialisé (sécu, retraites, voire impôts)
- Voler du capital (privatisation de secteur public)
- Le crédit à la consommation est un débouché virtuel pour les capitalistes, et un « investissement » protégé contre la chute du taux de profit. On y reviendra.
- Détruire du capital (des autres) pour restaurer le taux de profit (faillite, guerres)

Role de la monnaie (finance)

C'est la monnaie qui rend possible la crise dans le système capitaliste, en créant de la distance entre la production et la vente, entre production de la valeur au cours de la production (dont la plus-value grâce à l'exploitation) et la réalisation de la vente (avec des profits). Encore plus entre l'investissement et les profits.

Surtout si l'investissement est fait à crédit.

Le taux d'intérêt résulte du rapport de force entre le capital financier et le capital industriel dans le partage de la plus-value (totalement produite par l'exploitation au sein du processus de production).

La finance permet de recycler les profits sans accumuler de capital (réel) et donc éviter de faire baisser le taux de profit.

- crédit aux entreprises (à la fois aux fournisseurs et aux entreprises clients), ce qui rallonge la distance A-M-A' (donc la possibilité de la crise)
- Essor également du crédit à la conso (en premier lieu immobilier et automobile) qui permet de rentabiliser (fictivement) le capital financier, et maintenir une consommation (virtuellement) solvable. Sont (temporairement) réglés les problèmes de valeur du travail (qui peut baisser sans explosion sociale) et de la réalisation (les travailleurs peuvent acheter).
- Crédits, ou plutôt dettes, publiques (état et collectivités). Couplé avec la baisse des impôts imposée par le rapport de force favorable au K et aux riches contribuables dû à la mondialisation et la financiarisation (paradis fiscaux).

Ca marche 30 ans ! En même temps ça concentre un immense pouvoir dans le secteur financier, qui concentre aussi l'essentiel des profits.

4. L'explosion de 2007-2008

L'énormité du montage financier tient comme une chaîne de Ponzi : c'est la confiance en le système qui le fait tenir (l'immobilier monte tjrs)... et donc tomber.

Ex : crédit subprime permet d'emprunter en fonction du prix de la maison, donc de plus en plus ce qui fait augmenter les prix et les crédits. Mais quand la crise explose, les défaut entraîne les saisies qui font baisser les prix. Ce qui augmente les défauts...

Crise des subprimes, de l'immobilier, de l'automobile -> surproduction manifeste -> chômage

Crise de liquidité -> plus de crédit donc encore plus de surproduction et de chômage (les capitalistes ne peuvent même pas faire tourner les secteurs encore rentables)

Ca boucle : récession

Fin 2008 - 2009 sauvetage des banques et relance : retour de la croissance, mais sans baisse du chômage. Et pas dans les pays périphériques européens.

Dans cette phase, il s'agit pour les gouvernements de parer au plus pressé et de sauver ses capitalistes, en attendant que les autres tombent : destruction du K pour restaurer le taux de profit (ex : Fortis racheté par BNP). Mais la destruction est loin d'être suffisante.

La crise de la zone euro

5. La dette publique

a) Une offensive d'ampleur historique

Réduction des dépenses de 30 milliards, pour assurer le paiement du service de la dette !

Baisse des salaires des fonctionnaires (13^{ème} et 14^{ème} mois)

Age de la retraite repoussé de plusieurs années : de 53 à 67 ans en moyenne !

Calcul des pensions : baisse de presque la moitié

TVA à 23% (2^{ème} hausse de 2pts en qq semaines)

SMIC-jeune et chômeur de longue durée

Augmentation de la part des effectifs lors de licenciements collectifs

Mot d'ordre d'annulation/répudiation !

b) La crise de la dette crise, illustration des impasses de la construction de l'UE

Construction UE basée sur des fondements libéraux :

concurrence entre pays : dumping fiscaux et sociaux : accentuation des divergences économiques entre territoires, entre pays : accentuation de la DIT – spécialisation de pays (périphérie sous traitants, concentration bancaire au centre) ; des économies dominent d'autres... L'UE n'est pas synonyme de la construction d'un capitalisme européen, celui-ci conserve base national et sait se tourner auprès de l'Etat...

Illustration de cette divergence : comparaison All / Grèce :

But Euro : Mo de réserve, concurrencer le \$. Cela implique :

Exigence d'1 po. Restrictive. po. D'austérité => pression sur les travailleurs => baisse de la part des salaires ds le PIB. Les travailleurs allemands ont été ceux qui ont le plus perdu, avec des po ; très offensives misent en place par Schroder (sociaux libéraux) => inflation très faible.

Ds le même tps en Grèce effet de rattrapage Croissance légèrement plus forte, inflation deux fois plus élevé.

Un produit coutant 1000 E à produire en 2000 ds les deux pays, coute 1500 en grèce au bout de 10 ans...300 euros de moins en Allemagne... la compétitivité du K allemand s'est accru... DIP : Grèce consomme la Po allemande (la croissance All s'explique pour presque de moitié par ses X, qui sont principalement faite ds la zone Euro).

Mo commune = tx d'intérêt commun : si inflation est plus forte en grèce l'endettement est plus aisée...Tx d'intérêt réel faible...bulle de l'endettement.

A ajouter d'autres facteurs spécifiques à la Grèce : achat d'armes (2e pays de l'Otan en proportion du PIB) achète à la France par exemple, ou l'Allemagne... + corruption et évasion fiscale (ressources plus faibles) Jeux Olympiques

Réponses à la crise ds la zone euro tendent à renforcer ces tendances (nous verrons ça en 3° partie)

c) Cette dette est un mécanisme fondamental du néo-libéralisme

Chiffres Chesnais

Part de la dette dans le PIB

	2007	2008	2009*	2010**	Accroissement depuis 2007
Belgique	84%	89,6%	95,7%	100,9%	20,1%
France	63,8%	68%	75,2%	81,5%	27,7%
Allemagne	65,1%	65,9%	73,4%	78,7%	20,9%
Grèce	94,8%	97,6%	103,4%	115%	21,3%
Irlande	25%	43,2%	61,2%	79,7%	218,8%
Italie	103,5%	105,8%	113%	116%	12,2%
Portugal	63,5%	66,4%	75,4%	81,5%	28,3%
Espagne	36,2%	39,5%	50,8%	62,3%	72,1%
Zone euro	66%	69,3%	77,7	83,6%	26,0%

C'est la même dette !!! qui est passé de mains en mains... L'Etat est venu porté secours aux banques, en injectant des fonds, les banques se retrouvent alors renfloués et prêtent aux Etats déjà endettés.

Acte 1/

Avant même la crise financière, on commence par exonérer d'impôts les plus riches : impôts directs sont faibles et peu progressifs, évasion fiscale (mise en concurrence des systèmes fiscaux) cf Irlande, Protection de l'impôt. Puis on emprunte aux mêmes (c'est le double effet kisscool d'OB dans les meetings)

Acte 2 / L'Etat « sauve » les banques et le système par des plans d'aide et de soutien à l'économie : 13 milliards d'argent public français et belge ont servi à sauver Dexia en rachetant très au dessus de leur prix des actions de cette banque, et en lui prêtant jusqu'à des dizaines de milliards

Acte 3 / Cette politique et les maigres plans de relances, s'ils freinent la récession, ne permettent pas de régler le problème : la croissance ne repart pas (tjrs pas de secteur moteur), les rentrées fiscales, donc les recettes fiscales s'amenuisent...

Bilan pour les Etats : doublement négatif (hausse des dépenses, baisse des recettes) bilan pour les banques, tout va bien, les profits augmentent, et les dividendes afflues...

Acte 4 / Les Etats (au sens large) sont encore plus endettés, ils doivent empruntés... à qui ? Aux banques qu'ils ont sauvés ! C'est le double effet kisscool de la crise : les banques ont été sauvé par les contribuables, elles vont ensuite leur prêter à des taux exorbitants... Intérêts opèrent donc un transfert permanent de richesses au bénéfice des détenteurs de titres de la dette. Intérêt de la dette est la seconde dépense de l'Etat, après Educ Nat. Ou encore Dexia c'est la banque qui a vendu des prêts toxiques (mécanisme hallucinant d'indexation sur le franc suisse par exemple...) aux villes, aux départements et aux régions...collectivités locales dont les impôts et les tarifs de la cantine sont désormais indexés sur le franc suisse.

Et ce n'est pas terminé, puisque en cas de défaut d'Etat cette fois (ex. la Grèce), on nous annonce qu'il faudrait renflouer les banques (françaises par exemple) qui subiraient des pertes...

(Finance : des institutions précises : fonds de pension, société d'assurance, très grandes banques)

6. L'absence de solution immédiate du côté de la bourgeoisie ?

Asymétrie des ondes longues. Pas de durée régulière, passage à expansion nécessite un **choc systémique**.

Stratégie d'austérité ne marche pas... et tout le monde le sait !!! Exemple Grec...

Mais hyp à court terme :

stratégie du choc (Naomi Klein) laisser la crise se dérouler afin d'imposer aux populations européenne un plan d'austérité salé... et de terminer de démantèlement de la protection sociale, du droit du travail ou d'étendre la marchandisation aux quelques sphères qui échappent encore à la logique marchande... Bref, la dette comme arme de choc de l'offensive du capital pour chercher à faire gonfler les profits dans un système en panne...

Et cela a déjà commencé... Parce qu'on constate une offensive d'ampleur historique.

- 500 000 fonctionnaires en Angleterre,
- Ou en Grèce
- Age de la retraite repoussé de plusieurs années : de 53 à 67 ans en moyenne !
- Calcul des pensions : baisse de presque la moitié
- TVA à 23% (2^{ème} hausse de 2pts en qq semaines)

- Baisse du salaire minimum à 600 euros, imposition à 5000 euros annuels...
- SMIC-jeune et chômeur de longue durée
- Augmentation de la part des effectifs lors de licenciements collectifs
- Privatisation tout azimut

Et les prêts garantis par l'UE, ou les aides partent directement vers des banques, qui si elles se financent à 1% auprès de la BCE, peuvent prêter à des taux bien supérieurs...et surtout pour des durées aujourd'hui ultra courte...

Sert à prolonger la situation, comme le néolibéralisme avant.

+ concurrence entre pays et capitalistes pour faire payer les autres.

- Tension internes UE
- Tension UE, US, Chine

7. Nos réponses, nous ne payerons pas !!! :

Besoin de s'organiser, y compris à l'échelle européenne pour mettre en échec

Dette doublement illégitime pour nous : par son procédé de constitution (baisse d'impôts, suite aux récessions issus de la crise financière dont nous ne sommes pas responsable), et du fait de l'utilisation qui en a été faite.. Cœur du pb dans les mois qui viennent, puisqu'elle sera utilisée pour justifier toutes les politiques d'austérité. Nous devons réussir à construire un vaste mouvement populaire pour exiger immédiatement la suspension de son paiement, et donc briser cette pseudo justification aux attaques libérales. Et que nous réalisons entre nous son audit, c'est à dire que nous exigeons de savoir qui détient cette dette, par quel mécanisme concret elle s'est construite... Si une dette en soi peut être remboursée, lorsque des plans massifs d'investissement permettent de construire des écoles ou des hôpitaux, cette dette là n'est pas la notre, elle est le fruit de l'enrichissement des plus riches qui profite maintenant de celle ci pour poursuivre leur enrichissement.

Il nous faut annuler cette dette, prendre le contrôle des banques

Expropriation et mise sous contrôle des banques, annulation de cette dette, augmentation des salaires, politique fiscales radicales... Politiques « dures »? Est ce que ce qui nous ait proposé par le FMI et l'UE, mis en musique en Grece ou ailleurs, n'est pas dure ? Question n'est pas de savoir si politique dure ou pas.... crise gloable et systémique impose des réponses radicales...la question est de savoir qui paye la note ?

argentino

Biblio web TEAN

La dette de la grèce : quel mot d'ordre faut-il défendre ? F. Chesnais

Crise de suraccumulation mondiale ouvrant une crise de civilisation F. Chesnais

Crise du capitalisme : vers un tsunami bancaire et social est/ouest européen C. Samary

Crise en Europe : racket organisé contre la Grèce. C. Samary et H²K

Après le G20, la bourgeoisie dans l'impasse C. Durand et H²K

La bourgeoisie sans solutions. Contretemps, C. Durand

Biblio livres

Le troisième âge du capitalisme

Long waves of capitalist development

Traité d'économie marxiste

Les crises du capitalisme Marx

Les rouages du capitalisme C. Barsoc

Destruction de capital : le cas de Fortis

En octobre 2008, à la suite de problèmes que connaît [Fortis](#) et à l'intervention de l'État belge, la vente de la branche belge de Fortis Banque³ à [BNP Paribas](#) est décidée. Remise en cause dans un premier temps par la justice et par les actionnaires de Fortis, la vente a finalement lieu en avril 2009, et aboutit à l'acquisition de 75 % de Fortis Banque par [BNP Paribas](#) qui obtient en outre des garanties de l'État belge si la banque devait avoir des difficultés dans l'avenir

DEXIA...

Le 29 septembre 2008, dans le cadre de la [crise des subprimes](#), Dexia était sous pression, en raison de ses relations d'affaires supposées avec [Fortis](#)¹¹, des difficultés de sa filiale américaine, [FSA](#), et un crédit de plusieurs milliards à la banque allemande en péril Depfa¹².

En bourse, ayant connu un pic au dessous de 20 € les années précédentes, le titre Dexia s'effondait, le 29 septembre, à 6,62 euros. Une injection de capital de 6,4 milliards euros¹⁵, consistant de 3 milliards euros de l'État et Régions belges, 3 milliards euros de l'État français de la Caisse des Dépôts et Consignations et 376 millions euros du gouvernement de Luxembourg. Ce nouveau capital achetait des actions de Dexia à un prix de 9,90 euros. + garanties jusqu'à 150 milliards d'euros.

...et les collectivités

"Depuis le printemps 2011, les banques se sont partiellement retirées du marché, Dexia en tête". "Le crédit est devenu plus rare et plus cher, ce qui ne s'était jamais vu sur ce marché ». « Il va manquer 5 milliards d'euros aux collectivités d'ici fin 2011 et ce sera pire en 2012", estime un banquier qui veut garder l'anonymat, sur un marché annuel de 20milliards de prêts nouveaux (25 si on inclut les hôpitaux).

"A supposer qu'elles décident d'y affecter toutes leurs ressources immédiatement disponibles et de stopper tout investissement, les 22 régions de métropole mettraient près de quatre ans en moyenne pour venir à bout de leur dette de 17 milliards.

Le monde 6 et 21 septembre 2011